

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Mardi 28 octobre 2003

Convocation du 22 octobre 2003

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux sauf,

Excusés représentés : Michel Meunier ayant donné pouvoir de représentation à Jeannin Ligozat, Claude Paul ayant donné pouvoir de représentation à Alain Bonnardel

Absents excusés : Françoise Galmiche et Stéphane Raizin

Ordre du jour:

- ✍ Affaire époux Habert / Commune de Sigoyer
Conseil de prud'hommes
Tribunal de grande instance
- ✍ Traverse du village
Convention DDE / Commune (acte d'engagement)
Echange commune / Rambaud
- ✍ Vières Vieux-village (projet du patrimoine) présentation par Michel Robert
- ✍ Maison Lagarde (mise en place d'une commission)
- ✍ Procédure de calamités agricoles (désignation des membres de la commission communale)-
sécheresse 2003
- ✍ Questions diverses

M. Le Maire donne la parole à Vincent Fernandez afin de présenter un document sur l'ADSL, (asymmetric digital subscriber line), technologie qui permettrait aux internautes de Sigoyer un accès plus rapide au net. Cette technologie se développe et se met en place un peu partout, mais nécessite un effectif de population minimum et un réseau téléphonique assez important ; Sigoyer n'est pas éligible dans ces conditions, mais pourrait l'être si un engagement de 100 contrats était obtenu dans un délai assez rapproché, en effet, France télécom serait alors contrainte de desservir les abonnés. Il semble intéressant d'engager une démarche auprès des administrés, le bulletin municipal pouvant servir à mettre en place une enquête de besoins. (Voir en annexe, note de V. Fernandez).

Puis Jeannin Ligozat, porte-parole de Michel Meunier, Adjoint au maire, hospitalisé, donne lecture d'un courrier adressé à l'assemblée municipale.

Enfin le maire aborde l'ordre du jour :

- ✍ **Affaire époux Habert / Commune de Sigoyer**

✍ Conseil de prud'hommes

Le maire fait part au conseil municipal des différentes étapes de l'affaire en conseil des prud'hommes.

Après le renvoi du référé en jugement pour cause d'incompétence (les demandes présentées par les époux Habert relevant de l'appréciation des juges du fond), nous sommes parvenus en conciliation où une demande d'indemnisation à l'amiable a été proposée par la famille Habert, soit la somme de 2000 € d'indemnité transactionnelle définitive et pour solde de tout compte. La négociation engagée par les avocats va pouvoir aboutir sur un accord. Le maire demande au conseil municipal de lui donner pouvoir pour valider un protocole d'accord qui sera soumis aux deux parties, la somme retenue devra être inscrite au budget 2004.

Vote : adopté à l'unanimité

✍ Tribunal de grande instance

Le maire informe les conseillers que la même affaire est portée par la famille devant le TGI (procédure correctionnelle) sur les faits d'homicide involontaire, il sera convoqué le 18 novembre 2003 à 9 heures, par le juge d'instruction pour y être entendu, et demande au conseil son accord pour choisir un avocat qui assurera sa défense.

Accepté à l'unanimité.

✍ Traverse du village

✍ Convention DDE / Commune (acte d'engagement)

Le maire rappelle aux conseillers que le projet d'aménagement de la traverse du village a été confié aux services de la DDE, pour lequel il convient de passer un marché de maîtrise d'œuvre. Les éléments de la mission proposée sont les suivants :

projet, assistance à la passation des contrats de travaux, visa des plans d'exécution, direction de l'exécution des contrats de travaux, assistance aux opérations de réception. La rémunération s'élève à 21 195.00 € HT.

Les subventions obtenues pour ce projet sont :

- Département (assainissement) : **6000 €** (dépense subventionnable de 30 000 € HT)
- Département (éclairage public) : **1800 €** (dépense subventionnable de 6 000 € HT)
- Département (AEP) : **13 000 €** (dépense subventionnable de 26 000 € HT)
- Région (aménagement) : **95000 €** (dépense subventionnable de 395 000 € HT.)

Pour information, le maire précise qu'il a pu obtenir que les travaux de revêtement de la chaussée ainsi que la réfection du mur du boulodrome soient pris en charge par le département (**155 000 €**). Ces travaux devraient être validés par le conseil général dès la fin de l'année 2003.

Adopté à l'unanimité

Le maire annonce qu'un courrier sera adressé aux riverains possédant une partie privative afin de débattre sur les possibilités d'aménagement avec mise en place d'une convention gérant les droits et obligations des deux parties.

Cette réunion permettra de connaître les positions de chacun.

✍ *Echange Commune / Rambaud :*

Le maire transmet aux conseillers le projet de convention passée entre M. Rambaud, Mme Artaud et la commune, ainsi que le plan faisant apparaître les surfaces échangées (cf annexe). L'échange sera soumis à enquête publique au moment de la mise à jour de l'inventaire communal des chemins (communaux, ruraux, chemins verts).

Echange adopté à l'unanimité.

✍ Maison Lagarde (mise en place d'une commission)

Mme Lagarde, qui a cédé sa maison à la commune sous forme d'un viager, fait part de son souhait de se retirer en maison de retraite. Elle sollicite la révision de sa rente annuelle contre la mise à disposition totale de son logement et de ses dépendances.

Une commission est constituée : Jeannin Ligozat, Jean-Marc Cornil, Jacques Michalinoff.

✍ Calamités agricoles (sécheresse 2003) :

L'arrêté interministériel reconnaissant le caractère de calamités agricoles aux dommages subis par les agriculteurs des Hautes-Alpes, permet aux agriculteurs sinistrés de bénéficier d'une indemnisation. Des dossiers sont à constituer en mairie et devront être examinés par la commission communale agricole constituée des membres suivants :

- Bonnardel, Maire, Président,
- Jean-Luc Clément,
- Jean-François Tourrès
- André Garcin.

✍ Vières Vieux-village (projet du patrimoine) présentation par Michel Robert

Il s'agit de la reconstitution du vieux village de Sigoyer du Dô par la conservation de quelques vestiges (puits, remparts, rues..) et la création et le balisage d'un sentier de randonnée qui irait de Vières à St Laurent en passant par le quartier des Dômes. Ce projet pourrait être financé en partie par le concours Logis de France .

Coût du projet : 33 462€. Le maire demande que le plan de financement soit adapté aux recettes. Agnès Gabanou propose que le projet soit présenté dans le prochain bulletin municipal.

✍ Questions diverses

✍ **CLSH (centre de loisirs sans hébergement).**

Cette structure deviendrait intercommunale, mais la CCTB n'ayant pas la compétence jeunesse, chaque commune est appelée à délibérer pour lui transférer cette nouvelle compétence.

Accepté à l'unanimité

Utilisation de la salle de cantine par les jeunes :

Cela soulève le problème de la cohabitation des jeunes avec les scolaires. A. Gabanou regrette que cette décision ait été prise, car ce local destiné avant tout à la cantine scolaire doit rester d'une propreté irréprochable et contient du matériel de cuisine (dont objets tranchants).

Après débat, il est décidé que le local sera mis à disposition des jeunes les vendredi et samedi soirs et pendant les vacances scolaires, et devra être rendu propre et rangé. Le règlement en vigueur sera adapté à cette salle.

Boues résiduaires STEP de Gap :

Le commissaire enquêteur a donné tort à toutes les communes. Cependant, le maire envisage de prendre un arrêté pour interdire l'épandage des boues sur le territoire de la commune (illégal car portant atteinte à la propriété privée).

Rapport CGE sur l'affermage de l'eau :

Ce document dont la fourniture est obligatoire, est tenu à disposition des usagers, en mairie et concerne le quartier des Parots sous réseau intercommunal.

Le maire donne la parole aux conseillers .

A. Gabanou fait part de son sentiment en matière de communication, d'échanges au sein de la commune, qu'elle trouve trop peu fréquents, regrette qu'il n'y ait pas assez de réunion, de commission ...de façon à répercuter les informations à la population en temps voulu. Elle regrette de ne pas être suffisamment associée aux décisions (ex : restrictions d'eau, coupures durant l'été 2003) ; le maire lui rappelle que certaines situations sont à gérer dans l'urgence et qu'il est impossible de multiplier les réunions.

En outre, il précise que chaque conseiller peut et doit s'informer en mairie, et a la possibilité d'organiser des réunions de commissions quand il le juge utile.

Tri sélectif : présenté par Jacques Michalinoff

Les résultats sont encourageants. Le site de Sorbiers étant saturé, les ordures ménagères sont désormais dirigées vers le site du Beynon, plus proche, mais dont le coût de traitement est plus important (67 €/la tonne, +50% !!!).

Contrat de développement :

Ce contrat signé avec le département pour 3 ans permet d'obtenir des financements de projets présentés par la CCTB (maison des associations à Sigoyer, par exemple ou mise en sécurité de la traverse du village.)

La TPU (Taxe professionnelle unique) : présenté par Jacques Michalinoff

Une réflexion est engagée au niveau de la CCTB.

Principe : c'est la CCTB qui perçoit la totalité de la taxe professionnelle, toutes les entreprises de la communauté sont soumises au même taux, la mise en place progressive de la TPU se fera sur 12 ans maximum. Les communes perçoivent alors une attribution de compensation pour perte de TP égale à la TP perçue en n-1 (2003 si mise en place en 2004).

Intérêt pour les communes : peu d'incidence fiscale

pour la CCTB : impact sur la DGF

pour les entreprises : diminution de la taxe pour les entreprises se trouvant dans les communes à taux élevé et inversement, mais passage à un taux lissé, à plus ou moins long terme, pour l'ensemble des entreprises.

Aire de jeux : faire poser les bornes interdisant l'accès des véhicules sur le terrain de sport.

Après ce tour de table, le maire lève la séance à minuit et invite l'assemblée à partager le verre de l'amitié.

Délibérations du CM :

- ✍ Affaire Habert / Commune (protocole d'accord pour indemnité transactionnelle)
- ✍ Choix d'un avocat
- ✍ Traverse du village (MMO / DDE)
- ✍ Echange Rambaud / Commune
- ✍ CLSH (transfert de compétence à CCTB)
- ✍ Délibération modificative de la délibération du 18 mars (traverse du village, demande de subvention Europe objectif 2)

Vu, les conseillers municipaux